



Commission fédérale pour les questions féminines CFQF

Rapport annuel 2018

Points forts de l'activité de la Commission

- **Participation des femmes à la politique / Elections fédérales 2019**
Lancement du spot vidéo «moitié-moitié – Plus de femmes en politique»
Entretiens avec les partis
- **Prises de position lors de procédures de consultation**
 - Prise de position sur la modification de la Loi sur les allocations familiales
 - Prise de position sur l'allocation de maternité en cas de séjour prolongé du nouveau-né à l'hôpital
 - Prise de position sur la modification du Code civil suisse (Changement de sexe à l'état civil)
 - Prise de position sur la Loi fédérale sur l'interdiction de se dissimuler le visage (contre-projet indirect à l'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage»)
 - Prise de position sur la stabilisation de l'AVS (AVS 21)
 - Prise de position sur la Loi fédérale sur l'amélioration de la conciliation entre activité professionnelle et prise en charge des proches
- **Publication de la revue «Questions au féminin» sur le thème «Le privé est politique»**

1. Activités de la Commission

1.1 Participation des femmes à la politique / Elections fédérales 2019

Le 8 mars, Journée internationale de la femme, la CFQF a lancé le spot vidéo «moitié-moitié – Plus de femmes en politique». La Commission entend ainsi motiver davantage de femmes à s'engager politiquement et à contribuer à façonner la Suisse. Ce spot présente des politiciennes de sept partis et de toutes les régions qui parlent de leurs activités. Rédigé en trois langues (français, allemand, italien), il s'adresse à un large public; son lancement a été accompagné d'une démonstration d'escalade du Käfigturm avec pour slogan «On ne nous arrêtera pas».

Les partis jouent un rôle important lorsqu'il s'agit de renforcer la représentation des femmes en politique. C'est pourquoi, de mars à novembre, des représentantes de la CFQF ont plaidé en faveur de l'augmentation du nombre des femmes aux Chambres auprès des partis suivants: Parti écologique suisse, PLR Suisse, PDC Suisse, PBD Suisse, Parti vert/libéral Suisse et Parti socialiste Suisse. Sur la base de la situation actuelle dans chaque parti, la discussion a porté sur le soutien à apporter aux femmes dans la perspective des élections à

venir. Un tel échange de vues avec l'UDC Suisse était également prévu, mais aucune date n'a pu être fixée, faute de réaction de la part de ce parti.

1.2 Prises de position de la CFQF lors de procédures de consultation

Prise de position sur la modification de la Loi sur les allocations familiales (LAFam) (mars)

La CFQF salue le projet de révision de la Loi sur les allocations familiales LAFam. Ce projet prévoit que les mères au chômage qui touchent une allocation de maternité pourront également faire valoir un droit aux allocations familiales. Cette disposition comble une lacune choquante de la loi et assure aux mères seules au chômage (sans activité professionnelle) les mêmes droits dans toute la Suisse.

Prise de position: <https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/prises-de-position.html>

Prise de position sur l'allocation de maternité en cas de séjour prolongé du nouveau-né à l'hôpital (mai)

La Commission soutient ce projet de loi, tout en demandant que cette nouvelle disposition s'applique à toutes les femmes qui ont droit à des allocations de maternité, quel que soit le moment où elles ont l'intention de reprendre une activité lucrative après le congé maternité, et également lorsqu'elles n'ont pas l'intention de reprendre le travail. En outre, la CFQF estime qu'il convient d'agir sur le plan politique, en prévoyant notamment un congé maternité prénatal.

Prise de position: <https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/prises-de-position.html>

Prise de position sur la modification du Code civil suisse (Changement de sexe à l'état civil) (septembre)

La CFQF approuve la simplification de la modification des prénoms et du sexe dans le registre de l'état civil. De même, la Commission approuve sans réserve qu'à la suite de cette révision, la modification des prénoms et du sexe pour les enfants et les adultes présentant une variation du développement sexuel puisse s'effectuer de manière moins bureaucratique. Toutefois, l'avant-projet ne répond que partiellement aux demandes des personnes transgenres, et rend même parfois leur situation plus difficile. C'est pourquoi la Commission demande que toute personne capable de discernement puisse déclarer aux responsables de l'état civil, oralement ou par écrit, qu'elle souhaite modifier la mention du sexe figurant dans ses papiers.

Prise de position: <https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/prises-de-position.html>

Prise de position sur la Loi fédérale sur l'interdiction de se dissimuler le visage (contre-projet indirect à l'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage») (septembre)

Dans un document publié en 2017, la CFQF a examiné de manière approfondie les pratiques culturelles et religieuses qui discriminent les femmes. Pour la Commission, la dissimulation du visage sous un voile nie l'identité et l'individualité de la femme et la sexualise de manière dégradante et phallograte. Elle compte au nombre des pratiques sociales qui discriminent les femmes, pratiques que l'Etat est tenu de combattre. La Commission estime qu'une interdiction générale de la dissimulation du visage sous un voile n'atteint pas le but poursuivi, ce qui ne doit pas empêcher les autorités d'interdire cette pratique lors de contacts avec les institutions et les services officiels. Les cantons devraient avoir l'obligation d'interdire la dissimulation du visage dans les écoles et universités.

Prise de position: <https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/prises-de-position.html>

Prise de position sur la stabilisation de l'AVS (AVS 21) (septembre)

Pour des raisons de politique de l'égalité et de politique sociale, la Commission s'oppose au relèvement de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans. L'harmonisation formelle de l'âge de référence ne change rien à la situation de départ discriminatoire des femmes en matière de prévoyance vieillesse. La CFQF est favorable à un financement additionnel en vue d'assurer les rentes et préconise une solution mixte (retenue sur les salaires et taxe sur la valeur ajoutée). Le financement nécessaire doit être réparti de manière solidaire entre toutes les classes d'âge et de revenus. La variante I proposée par le Conseil fédéral au titre de mesure de compensation pour le relèvement de l'âge de la retraite des femmes n'est pas satisfaisante; le seuil salarial de 56'400 francs est trop bas. La proposition d'adaptation de la formule de rente des salaires bas et moyens, qui constitue la variante II, ne doit pas être limitée à la génération de transition des femmes.

Prise de position: <https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/prises-de-position.html>

Prise de position sur la Loi fédérale sur l'amélioration de la conciliation entre activité professionnelle et prise en charge des proches (septembre)

La Commission salue l'avant-projet de loi fédérale sur l'amélioration de la conciliation entre activité professionnelle et prise en charge des proches. Soucieuse de garantir une plus grande sécurité juridique, la CFQF souhaite formuler quelques précisions. Elle est favorable au maintien du versement du salaire lors de la prise en charge d'enfants et de personnes parentes ou proches victimes de maladie ou d'accident. Elle préconise en outre un congé payé de prise en charge d'une certaine durée pour les parents d'enfants gravement atteints dans leur santé et plaide en faveur de l'extension des bonifications pour tâches d'assistance dans l'AVS.

Prise de position: <https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/prises-de-position.html>

1.3 Publication de «Questions au féminin» 2018

«Le privé est politique», tel est le thème principal de l'édition 2018 de la revue «Questions au féminin». Depuis toujours, les femmes font de la politique. Bien que privées pendant longtemps du droit de vote et d'éligibilité, elles ont lutté et luttent encore pour leur droit à l'éducation, au travail et à l'égalité salariale ou contre le sexisme. La grève générale de 1918, la grève des enseignantes bâloises de 1959, la Marche sur Berne de 1969 (conduite par Emilie Lieberherr, qui devint en 1976 la première présidente de la CFQF), le Nouveau mouvement féminin dès 1968, la grève des femmes de 1991, la marche des femmes de 2017, sans oublier la manifestation en faveur de l'égalité des salaires de 2018 sont autant d'exemples qui montrent combien il est important que les femmes prennent la parole pour s'exprimer haut et fort sur la place publique. Dans ce numéro, la CFQF examine les motivations des femmes activistes, leurs formes d'action et leurs buts, qui sont autant de sources d'inspiration pour notre engagement politique actuel.

«Questions au féminin» paraît chaque année en novembre; on peut consulter les articles sur le site: <https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/revue-specialisee--questions-au-feminin-/frauenfragen-2018.html>

1.4 Autres sujets

Documentation en ligne «Femmes – pouvoir – histoire»

De 1848 à nos jours: la documentation en ligne «Femmes – pouvoir – histoire» rassemble les données et faits essentiels concernant la politique, le droit et la formation. On peut la consulter sous forme de dossier PDF en allemand, français et italien sur le site

<https://www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/documentation/histoire-de-l-egalite--femmes-pouvoir-histoire.html>

Au cours de 2019, cette documentation bénéficiera d'une nouvelle présentation, plus agréable à utiliser, qui permettra d'obtenir plus rapidement une vue d'ensemble des sujets, tout en étant plus facile à mettre à jour.

Application par la Suisse de la Convention de l'ONU sur les droits des femmes CEDEF

Comme la mise à jour annuelle de l'outil en ligne élaboré au titre de projet pilote par la Commission exige des ressources considérables, on a examiné les possibilités de coopérer avec des services fédéraux et des organisations, en vue d'assurer à l'avenir une base plus large à la ligne électronique mise en place par la CFQF, tout en assurant son encadrement technique et son financement. On a envisagé une coopération avec le Centre suisse de compétence pour les droits humains CSDH ou l'organisation qui lui succédera. Comme le Conseil fédéral en 2018, contrairement à ses intentions antérieures, n'a pas transmis de message aux Chambres sur ce sujet et n'a pas pris position sur le mandat ni sur l'entrée en fonction d'une institution permanente nationale consacrée aux droits de la personne, il n'a pas été possible de donner suite à ce projet. Mais pour que l'outil électronique puisse continuer à être utilisé par les milieux intéressés, la CFQF a décidé d'effectuer une nouvelle mise à jour de la ligne électronique à partir du 1^{er} janvier 2019. Cette version révisée devrait pouvoir être mise en ligne dans le courant de 2019.

Par ailleurs, l'experte Erika Schläppi, engagée par la CFQF, a présenté l'outil en ligne lors de l'Assemblée générale des femmes juristes suisses, consacrée à la Convention de l'ONU sur les droits des femmes CEDEF, le 28 juin 2018 à Aarau, ainsi que lors d'une séance de la Commission juridique de la Conférence suisse des délégué•e•s à l'égalité, le 6 septembre 2018 à Berne.

Congé parental / congé paternité

La CFQF s'engage en faveur de l'introduction d'un congé parental de 24 semaines au moins, réglé par la loi et payé, pour les mères et les pères (cf. Rapport annuel 2017). Elle déplore donc que le 18 octobre 2017 le Conseil fédéral ait rejeté l'initiative populaire fédérale «Pour un congé paternité raisonnable – en faveur de toute la famille», tout en renonçant à présenter un contre-projet. En août 2018, la présidente de la CFQF a communiqué à la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats (CSSS-CE) la prise de position de la CFQF à ce sujet. Au cours du premier trimestre 2019, la CFQF prendra position dans le cadre de la procédure de consultation sur le contre-projet indirect à l'initiative pour un congé de paternité de la CSSS-CE (18.441 – Initiative parlementaire: contre-projet indirect à l'initiative pour un congé de paternité, mise en consultation jusqu'au 2 mars 2019).

Réhabilitation des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance

La Table ronde mise en place en 2013 pour traiter des mesures de coercition et de placement a été dissoute après 15 séances le 8 février 2018. La cheffe de la CFQF a participé à titre consultatif aux travaux de cette instance, lesquels ont joué un rôle déterminant pour faire la lumière sur ce sombre chapitre de l'histoire sociale suisse, qui a

concerné beaucoup de femmes. Outre ces démarches dans une perspective historique, une nouvelle loi fédérale permet d'attribuer des montants de solidarité aux victimes de ces mesures de coercition. Lors d'une cérémonie de clôture organisée le 17 mai 2018 au Kursaal de Berne, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a rendu hommage aux activités de la Table ronde.

Traduction en français de «Femmes en cage» d'Iris von Roten

A l'occasion du centenaire de la naissance d'Iris von Roten, juriste et féministe, la CFQF a organisé à fin 2017 une manifestation nationale. A cette occasion, plusieurs voix se sont élevées pour demander que son œuvre majeure «Femmes en cage – libres propos sur la situation de la femme» soit également accessible aux milieux francophones. Avec la collaboration d'Hortensia von Roten et de Wilfried Meichtry, auteur d'un ouvrage consacré à Iris et Peter von Roten, des contacts ont été pris pour déterminer s'il serait possible de trouver une maison d'édition romande intéressée par la publication de ce livre et comment on pourrait assurer le financement d'un tel projet. Ces discussions sont encore en cours.

Manifestations et contacts

La présidence et/ou la cheffe de la CFQF ont participé à un grand nombre de manifestations pour y évoquer les préoccupations de la Commission. On peut citer notamment:

- 19 janvier: 13^e Congrès des femmes de l'Union syndicale suisse USS sur le thème: «Notre temps vaut plus que ça» (allocution de la CFQF)
- 8 mars: «Vorbilder machen Mut» (Les modèles donnent du courage): manifestation du «Frauennetz Liechtenstein» (Réseau féminin du Liechtenstein) et des «Frauen in guter Verfassung» (Des femmes de bonne constitution) à l'occasion de la Journée internationale de la femme à Vaduz
- 13 mars: rencontre des secrétariats des commissions extraparlimentaires
- 11 avril: participation à la Table ronde «Prostitution» du Centre de liaison de Zurich
- 16 avril: réunion d'information du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG et du Département fédéral des affaires étrangères DFAE au sujet de la session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, en mars 2018
- 3 mai: manifestation du Fonds national suisse FNS sur le thème: «Les familles en Suisse – prisonnières de formes traditionnelles?» à Berne
- 24 mai: participation à l'Assemblée des déléguées de la Ligue suisse des femmes catholiques SKF, à Zoug
- 7 juin: séminaire «Trauma durch häusliche Gewalt» (Les traumatismes dus à la violence domestique), organisé par le Département de la justice et de la sécurité du canton de Bâle-Ville, la Clinique de psychiatrie infantile et adolescente et le Réseau TriRegio de psychotraumatologie, à l'hôpital de la ville de Bâle, à l'occasion de la 50^e réunion de la Table ronde «Häusliche Gewalt»
- 14 juin: assemblée constitutive de l'Association CH 2021 (cinquantenaire du droit de vote et d'éligibilité des femmes)
- 5 juillet: invitation de l'ambassadrice Susan Bincoletto à l'occasion de la Fête de l'indépendance canadienne, à l'Ambassade du Canada à Berne
- 21 août: participation et contribution à la soirée «Es wird gefordert: politische Partizipation!» (On demande: participation à la politique!) au musée Altes Zeughaus de Soleure

- 30 août: rencontre de travail annuelle du Bureau fédéral de l'égalité BFEG avec des organisations féminines, masculines et concernées par l'égalité
- 20 septembre: rencontre de travail et de contacts avec les commissions cantonales de l'égalité
- 1^{er} novembre: séance avec Mme Phumizile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive de UN Women, à Berne
- 8 novembre: séance du Conseil consultatif du Centre suisse de compétence pour les droits humains CSDH
- 13 novembre: conférence nationale «Ratification et application de la Convention d'Istanbul» du BFEG
- 13 novembre: conférence des présidentes d'alliance F, à Berne
- 27 novembre: séminaire «Les mariages de mineur•e•s en Suisse, grave violation des droits de la personne», Secrétariat d'Etat aux migrations SEM, à Berne
- 29 novembre: manifestation pour les 40 ans de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse CFEJ, à Berne
- 11 décembre: participation au lancement de «Femmes politiques» sur le site Web du Parlement, à l'invitation de Marina Carobbio, présidente du Conseil national

2. La CFQF, commission extraparlamentaire de la Confédération

2.1 Séances plénières

En 2018, la Commission a tenu trois séances plénières: les 21 mars, 19 septembre et 28 novembre à Berne. La séance du 21 mars a eu lieu à la Maison des religions; la Commission a participé à une visite guidée de la maison et s'est informée des offres et objectifs de l'institution.

2.2 Présidence

En 2018, le Comité directeur et le Secrétariat de la CFQF ont tenu des séances de planification et de coordination aux dates suivantes: 30 janvier, 27 février, 17 avril, 15 mai, 2 juillet, 30 octobre, 11 décembre.

2.3 Secrétariat

Les trois collaboratrices du Secrétariat se partagent 150% d'un poste à plein temps (cheffe: 65%, collaboratrice scientifique: 35%, assistance administrative: 50%). Le poste de stagiaire scientifique à la CFQF représente 80% d'un poste à plein temps.

2.4 Budget

En 2018, la CFQF disposait d'un budget de CHF 194'700.– (CHF 187'545.– en 2017).

2.5 Membres de la Commission

On trouvera la liste complète des membres de la Commission sur le site:

www.ekf.admin.ch/ekf/fr/home/la-cfqf/membres.html

3. Activités prévues pour 2019

Thèmes

Lutte contre les stéréotypes de genre et le sexisme

Protection de l'intégrité personnelle / protection contre la violence

Participation des femmes à la politique / élections fédérales 2019

Un salaire égal pour un travail de valeur égale

Evolution dans le domaine du travail de soins

Concilier la profession et la famille

Sécurité sociale

Mise en œuvre de la CEDEF

Elections en vue du renouvellement total des commissions extraparlimentaires pour la législature 2020-2023

Tâches permanentes

Prises de position sur les projets de loi intéressant les femmes et les questions d'égalité et participation aux révisions

Publication des prises de position et d'informations sur les activités de la Commission relatives à des sujets d'actualité sur le site Web de la CFQF

Publication de la revue «Questions au féminin»

Organisation de manifestations / collaboration et participation à des rencontres

Participation à des groupes de travail et à des projets de la Confédération

Echanges de vues et collaboration avec des milieux spécialisés, des organisations non gouvernementales et d'autres institutions.

Traduit de l'allemand par Nelly Lasserre-Jomini